

**Contribution de Jean-Luc WARSMANN, Député des Ardennes,
représentant le Président du Conseil Régional Grand Est, Jean-Rottner, dans le cadre du
Pacte Ardennes**

-=-=-=-=-

1. Contexte :

Le conseil des ministres du 20 avril 2018 a décidé le lancement d'un dispositif de soutien aux Ardennes dénommé « Pacte Ardennes ».

Le développement de la méthanisation a été l'objet de l'un des 17 groupes de travail mis en place le 14 juin 2018 par Monsieur le Préfet des Ardennes.

Cette démarche participative a mobilisé plus de 700 personnes ; le développement de la méthanisation dans les Ardennes est une des grandes priorités du Pacte Ardennes, signé le 15 mars 2019 par Madame Agnès BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé, et Monsieur Sébastien LECORNU, Ministre chargé des Collectivités, au nom du Gouvernement, et par toutes les collectivités locales concernées.

2. Le développement des réseaux de gaz ne peut se faire tous azimuts au risque d'entraîner des dépenses très élevées et peu utiles.

Il est nécessaire sur chaque territoire concerné, le territoire du département me semblant opportun, de construire un schéma directeur.

En ce qui concerne les Ardennes, nous avons procédé au lancement par l'Etat d'un Appel à Manifestation d'Intérêt.

Celui-ci a fait apparaître 3 zones où existait un nombre suffisamment dense de projets.

Nous nous concentrons en premier sur ces 3 zones.

Dès que les rebours et les extensions de canalisations seront exactement localisés et que leur date de mise en service sera connue, nous nous emploierons à mobiliser le plus intensément possible tout le potentiel de méthanisation issu dans les exploitations agricoles situées dans une bande de 10 km de part et d'autre de la canalisation créée.

Pour faciliter cet objectif, il serait très opportun qu'un tarif forfaitaire de branchement pour les installations situées dans une bande de 5 km de part et d'autre de la canalisation soit mis en place, avec deux objets : éviter les effets d'aubaine pour les exploitations agricoles situées à quelques mètres de la canalisation et mobiliser de manière optimale le gisement de méthanisation.

Nous considérons qu'un méthaniseur peut raisonnablement accueillir des matières venant de l'exploitation située au maximum à 5 km du méthanisateur, d'où notre volonté de démarcher dans une bande de 10 Km.

Enfin, ce développement des rebours et des réseaux de gaz doit s'effectuer dans une logique d'aménagement du territoire.

En effet, les pouvoirs publics sont légitimes à fixer chaque année un volume maximal de biogaz injectable dans le réseau.

La production de biogaz étant une valeur ajoutée supplémentaire considérable dans les territoires ruraux, étant l'occasion de conforter des exploitations agricoles souvent fragilisées, par exemple dans le secteur de la polyculture élevage ou se trouvant des zones très peu peuplées, l'intérêt général commande de concentrer les capacités de production sur ces zones.

Pour être clair, ne rien faire aboutirait à laisser se développer massivement les capacités dans des zones où les exploitations agricoles dégagent ou ont dégagé ces dernières décennies d'importants revenus ou dans des secteurs dont le dynamisme économique où la vitalité démographique ne justifie pas l'apport de cette nouvelle valeur ajoutée.

Pour être très clair, la méthanisation doit être ouverte aussi largement que des porteurs de projet se présentent dans des territoires en difficulté, par exemple ceux pour lesquels l'Etat a contractualisé comme la Nièvre et les Ardennes et, si besoin, continger ou strictement continger sur des territoires qui n'en ont aucunement besoin, telle la Seine et Marne. Il s'agit là d'une question fondamentale.

3. A l'appui d'une demande de rebours et de nouvelles canalisations, il convient de laisser la liberté de fournir soit l'étude ADEME 2050, soit une étude plus fine et plus locale que peut par exemple réaliser une chambre d'agriculture.
4. Il convient d'éviter les concurrences entre un potentiel futur rebours et une potentielle nouvelle canalisation avec une injection sur le réseau de transport.

En effet, GRTgaz vient de baisser ses coûts de raccordement, ce qui crée actuellement une attractivité.

Dès qu'un rebours est étudié, il serait sans doute opportun de geler toute signature de contrat d'insertion au réseau de transport dans le secteur concerné pendant les quelques mois que dure l'étude.

La confirmation définitive d'un agriculteur ne peut se faire que lorsque le tracé précis des canalisations et la date précise de leur mise en service, ainsi que la date de mise en service du rebours est certaine.

Il serait opportun que dès l'autorisation d'un rebours, une date maximale de mise en service soit étudiée, par exemple deux après.

Cela permettra ainsi durant cette période de densifier la mobilisation du potentiel mobilisable dans la zone concernée.

Sur cette zone il serait alors opportun d'écarter la possibilité d'insertion sur le réseau de transport afin d'éviter toute concurrence et d'utiliser au maximum les possibilités offertes par le rebours.

Enfin, au moment de la demande de rebours, il paraît justifié de prendre en compte les projets de méthanisation dont les maîtres d'ouvrage hésitent entre un raccordement au réseau de transport et un raccordement permis par le nouveau rebours.

5. A l'appui d'une demande de rebours, le document indispensable pour chaque méthaniseur est le rendu de l'étude gazière (celle de GRDF ou celle de GRTGAZ).

Les dossiers de permis de construire d'ICPE suivront dès que la date de mise en service sera connue.

Il est logique que les porteurs de projet aient cet élément pour finaliser l'investissement.